

# **L'Asie DÉTRUIT l'hégémonie américaine dans le Pacifique : fin des alliances | Jomo Kwame Sundaram**

Alors que les États-Unis s'emploient à s'autodétruire en Europe de l'Est et en Asie occidentale, l'Asie de l'Est, elle aussi, se prépare activement à contrer le bellicisme américain. Mais pas de la manière dont vous l'imaginez. L'Asie du Sud-Est se livre à son propre jeu du chat et de la souris avec l'hégémon. Jomo Kwame Sundaram, économiste malaisien, conseiller de recherche auprès du Khazanah Research Institute, professeur émérite et ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, explique comment la guerre en Iran affecte l'énergie, l'alimentation et le commerce de l'ASEAN. Il examine l'Indonésie, le détroit de Malacca, la neutralité de l'ASEAN, les BRICS, la dette et le système du dollar, ainsi que les raisons pour lesquelles le Mouvement des non-alignés a besoin d'un nouveau souffle fondé sur la paix, le développement durable et la résistance à la militarisation. Liens : Substack de Jomo Kwame Sundaram : <https://jomodevplus.substack.com> Jomo Kwame Sundaram sur Inter Press Service : <https://www.ipsnews.net/author/jomo-kwame-sundaram/> Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Introduction 00:01:17 Impacts de la guerre en Iran sur la Malaisie et l'ASEAN 00:04:20 Comment l'ASEAN perçoit la guerre en Iran 00:07:44 Détroit de Malacca et pression militaire 00:13:10 Non-alignement et changement politique en Indonésie 00:18:37 Stabilité de l'Indonésie et pression étrangère 00:26:24 BRICS, dette et Sud global 00:36:56 Pourquoi le Mouvement des non-alignés s'est essouffé 00:41:43 Paix et développement durable 00:45:43 Comment revitaliser le Mouvement des non-alignés 00:50:15 L'ASEAN peut-elle mener le non-alignement ? 00:55:23 Une vision positive pour le MNA 00:58:38 Où suivre Jomo

## **#Pascal**

Bienvenue à tous, de retour sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, je m'entretiens pour la première fois avec l'un des intellectuels publics les plus éminents de Malaisie. J'ai le plaisir d'accueillir le docteur Jomo Kwame Sundaram, conseiller de recherche au Khazanah Research Institute et professeur émérite à l'Université de Malaya. Il a également été secrétaire général adjoint des Nations unies. Jomo, bienvenue.

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Merci beaucoup de me recevoir, Pascal.

## **#Pascal**

Eh bien, merci beaucoup d'avoir accepté cette invitation. Et juste avant de commencer, j'aimerais aussi adresser un très bref salut à notre collègue Winfried, qui organise le Dialogue de Penang pour la paix en deux mille vingt-six, les cinq et six septembre deux mille vingt-six, et auquel vous prendrez la parole. Si cela intéresse quelqu'un, je mettrai un lien ci-dessous. Ce sera un dialogue très intéressant et important, un forum public dans l'un des États les plus importants de l'ASEAN, avec de nombreuses discussions essentielles sur la paix. Et c'est justement de la paix dont nous voulons parler aujourd'hui. Mais peut-être pourrions-nous commencer, Jomo, par un très bref aperçu : comment la guerre en Iran, et peut-être aussi la guerre en Ukraine, vous affectent-elles actuellement en Malaisie, et l'ASEAN en général ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Eh bien, beaucoup d'entre nous, en Asie de l'Est, dépendent généralement des énergies fossiles, du pétrole comme du gaz en provenance du Golfe. Pas seulement d'Iran, mais aussi des autres émirats du Golfe. Le pétrole est donc extrêmement important pour nous, parce que nous n'avons pas accéléré la transition énergétique, pour ainsi dire. Et même si beaucoup d'entre nous, en Asie du Sud-Est, se trouvent dans la zone tropicale et pourraient faire beaucoup plus, par exemple avec l'énergie solaire... L'éolien est un peu plus compliqué dans certains endroits de la région. Mais nous aurions certainement pu en faire davantage. Aujourd'hui, il y a toutefois un sentiment d'urgence renouvelé pour accélérer la transition énergétique et moins dépendre des combustibles importés, en particulier des énergies fossiles.

Nous avons donc subi toutes sortes de conséquences de cette crise. Mais pour la Malaisie et quelques autres pays, il y a d'autres conséquences majeures. Une source importante de nombreux engrais, qui sont essentiels compte tenu de l'importance de l'agriculture dans la région, vient là encore du Golfe. Ils sont généralement produits à partir de pétrole ou de gaz. Une autre importation majeure pour certaines parties de la région, notamment pour des pays comme la Malaisie, le Vietnam et d'autres qui ont besoin de réfrigération, c'est l'hélium. Une grande quantité d'hélium est elle aussi importée de la région du Golfe.

Tout cela a donc d'importantes conséquences sur la production. Cela perturbe à la fois la consommation et la production. Et, comme vous pouvez l'imaginer, cela a des conséquences majeures pour les habitants de la région, pour leur emploi, leurs moyens de subsistance et leur bien-être, notamment en matière d'inflation, et ainsi de suite. Mais, fait intéressant, il n'y a pas beaucoup d'hostilité envers l'Iran. La plupart des musulmans de cette région sont sunnites plutôt que chiites et, historiquement, ils n'ont pas été particulièrement favorables à l'Iran. Pourtant, aujourd'hui, chose assez surprenante, on constate dans la région une grande sympathie pour la situation difficile du régime iranien.

## **#Pascal**

Est-ce que cela dépasse aussi la population musulmane ? Je veux dire, la population musulmane d'Asie du Sud-Est est énorme, n'est-ce pas ? L'Indonésie, deux cents millions. La Malaisie, également autour de cent millions, n'est-ce pas ? Et jusqu'en Thaïlande. Mais qu'en est-il des autres États de l'ASEAN ? Avez-vous une idée de la manière dont ils perçoivent la guerre en Iran ? De mon point de vue, il est assez clair que les États-Unis et Israël sont à blâmer. Mais existe-t-il, en Asie du Sud-Est, d'autres récits qui présentent les choses différemment ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Un certain nombre de personnes, par exemple originaires de Thaïlande, travaillent en Israël et dans les pays voisins. Pour elles, c'est évidemment une source d'inquiétude, notamment en raison des perturbations de l'emploi, et ainsi de suite. Il y a aussi d'autres types de perturbations. Le gouvernement philippin actuel soutient fortement les États-Unis. Et le récent rapprochement du gouvernement indonésien avec les États-Unis suscite lui aussi certaines inquiétudes. Mais il est très difficile de savoir, car la pratique des sondages d'opinion n'est pas encore vraiment très développée. Et, comme vous pouvez l'imaginer, dans des pays archipélagiques comme les Philippines et l'Indonésie, il n'est pas facile d'obtenir des retours.

Mais il est important de rappeler que l'Indonésie n'a jamais accueilli d'installations militaires d'une quelconque puissance extérieure, que ce soit les États-Unis ou même leurs adversaires pendant la guerre froide et après. Et, en ce qui concerne les Philippines, on constate aussi qu'il existait une tradition très forte, surtout sous le précédent Marcos, le père de l'actuel président des Philippines. À l'époque de Marcos, il y a eu aux Philippines une forte campagne pour se débarrasser des bases américaines qui s'y trouvaient.

Plus spectaculaire encore, il y avait une grande base aérienne appelée Clark Air Base, et aussi une grande base navale appelée Subic Base. Cela a joué un rôle très important dans la campagne contre le président Marcos et son régime de loi martiale, des années soixante-dix jusqu'à la première moitié des années quatre-vingt. Cette tradition reste donc forte. Je ne pense donc pas que les Philippines, bien qu'elles soient depuis longtemps alliées aux États-Unis, soient particulièrement disposées à continuer d'accueillir des bases militaires américaines. Il y en a désormais onze, dont quatre font presque directement face, dans le nord de Luçon, au détroit de Taïwan, à Taïwan et à la Chine elle-même.

## **#Pascal**

Juste une petite précision, très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider en prenant un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur [neutralitystudies.com](https://neutralitystudies.com). Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. C'est très intéressant. Vous savez, les Philippines ont eu une relation assez fluctuante avec les États-Unis. L'impression générale, c'est qu'en ce moment, on est plutôt dans une

phase ascendante. Votre point de vue m'intéresse beaucoup : peut-être que cette relation n'est pas aussi solide qu'elle peut le paraître de l'extérieur.

Mais parlons aussi un peu de l'Indonésie. Parce que ce que nous voyons dans ce pays, en Iran, et avec le détroit d'Ormuz, doit être très, très préoccupant pour vous et pour les Indonésiens. Soudain, les États-Unis et l'Iran établissent un nouveau précédent. C'est comme si une artère vitale majeure du commerce mondial, un détroit, devenait soudain la possession de quelqu'un, n'est-ce pas ? Et les Américains disent même : « Non, non, non, c'est à nous. » Car l'autre grand point de passage stratégique de l'économie mondiale, qui intéresse tout particulièrement les États-Unis, c'est le détroit de Malacca. Quatre-vingts pour cent des importations énergétiques chinoises passent par le détroit de Malacca. Comment percevez-vous le danger que ce précédent devienne soudain très concret pour vous, là-bas ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Au début de ce mois, le gouvernement indonésien a accepté d'accorder aux Américains des facilités de survol. Il est donc désormais possible pour des avions, ainsi que des drones et autres appareils, basés en Australie, de survoler l'Indonésie, de passer par les Philippines et d'arriver directement dans la zone de conflit, par exemple dans le détroit de Taïwan. C'est un sujet de grave préoccupation. Il faut noter qu'en 1967, l'ASEAN a été créée. Et en 1973, six ans plus tard, avant la fin de la guerre du Vietnam, les dirigeants et ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, qui étaient tous clairement non communistes, voire anticomunistes, ont convenu de créer une zone de paix, de liberté et de neutralité.

Et cet engagement était assez remarquable, surtout à l'époque, compte tenu de la nature des régimes qui l'ont signé. Et il a été une grande source de fierté dans la région. Cela dit, il faut reconnaître qu'un certain nombre de régimes de la région n'ont pas vraiment respecté... La ZOPFAN désigne la zone de paix, de liberté et de neutralité. Et plusieurs régimes n'ont pas été exactement neutres, c'est le moins qu'on puisse dire. Plus important encore, ils ont accordé un accès militaire ainsi que des installations. Et cela s'est considérablement accru ces derniers temps. Il existe donc une grande inquiétude : que la région soit, involontairement, entraînée dans des conflits plus larges.

La nouvelle géopolitique, comme certains la conçoivent, est un sujet de grave préoccupation. Il y a donc beaucoup d'inquiétude. Et bien sûr, le détroit de Malacca... Nous, en Malaisie, nous sommes d'un côté du détroit de Malacca. L'autre côté du détroit est essentiellement indonésien. Il existe des itinéraires alternatifs, par exemple par le détroit de la Sonde, et ainsi de suite, mais ils sont fermement sous contrôle indonésien. La question de l'accès par le détroit de Malacca est donc préoccupante. Et la question de savoir si toute cette région devient militarisée dépend dans une large mesure des grands gouvernements de la région, comme l'Indonésie.

## **#Pascal**

Ce qui se passe actuellement est la chose la plus naturelle au monde. Car ce que nous avons vu lors des périodes précédentes, c'est que les puissances hégémoniques — aujourd'hui, les États-Unis — combattent avant tout ceux qu'elles considèrent comme leurs principaux ennemis. Mais elles combattent aussi ceux qui tentent de rester neutres. Elles cherchent constamment à mettre fin à cette neutralité. Et, en fait, au sein de l'ASEAN, nous avons vu deux tentatives de neutralité. La ZOPFAN est, à ma connaissance, essentiellement une idée née de la politique étrangère malaisienne de l'époque, au sein de l'ASEAN, et elle a été très largement soutenue par les autres.

L'autre, c'est ce que l'Indonésie défendait autrefois : la conférence de Bandung, en mille neuf cent cinquante-cinq, dont est ensuite né le Mouvement des non-alignés. Et le non-alignement est aussi un concept très important. Vous avez écrit récemment à ce sujet. Comment voyez-vous l'évolution de ces concepts aujourd'hui ? L'Indonésie, qui a défendu le non-alignement ; la Malaisie, qui défend cette ZOPFAN et l'a aussi intégrée à l'ensemble de l'ASEAN, aux onze États aujourd'hui. Comment cette idée de rester en dehors des luttes de pouvoir entre grandes puissances évolue-t-elle ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Eh bien, comme vous le savez grâce à vos travaux de référence sur les études de la neutralité, la neutralité et le non-alignement ne sont pas strictement synonymes. Et ce que nous avons en 1955, c'est une initiative du régime de Sukarno, le père fondateur de l'Indonésie. Puis, en 1965, il y a eu un coup d'État sanglant. On estime qu'environ un million de personnes ont été tuées dans les suites de ce coup d'État. Un nouveau régime s'est alors mis en place. Il s'est appelé le Nouvel Ordre, dirigé par le général Suharto, qui était le beau-père de l'actuel président indonésien, le président Prabowo.

Mais, point important aussi, le propre père du président Prabowo, le regretté professeur Sumitro, était un dirigeant de la faction de droite du Parti socialiste indonésien. Ce parti comptait donc différentes factions. Et il est désormais bien établi que le professeur Sumitro a collaboré, a travaillé avec Alan Dulles, qui dirigeait alors la CIA. Ils ont aussi soutenu, en mille neuf cent cinquante-sept et mille neuf cent cinquante-huit, plusieurs rébellions régionales en Indonésie, afin de renverser le régime de Sukarno. Cette tentative a échoué, et il s'est enfui en Malaisie. Certaines personnes affirment qu'il cherchait à entrer à Singapour, mais en raison du conflit de Suez en mille neuf cent cinquante-six, du différend autour de Suez, les relations entre les États-Unis et le Royaume-Uni n'étaient pas au beau fixe.

Et donc, Singapour était encore une colonie britannique à l'époque, et il n'avait pas le droit de s'y installer. Pardon, le professeur Sumitro n'avait pas le droit de s'installer à Singapour. Il s'est donc installé en Malaisie. Et le général Prabowo, le président Prabowo, a grandi dans ce pays. Il y a fait l'école primaire, puis le début du secondaire également. Mais il a été impliqué dans trois massacres différents, si l'on peut dire, au Timor oriental, à Aceh, ainsi qu'en Papouasie occidentale. Et pour cette raison, il a rencontré des difficultés dans ses relations avec le système juridique américain. Il faut se rappeler qu'au moins trois dirigeants asiatiques ont connu des difficultés similaires.

L'un d'eux, bien sûr, c'était Narendra Modi. Après le massacre de la mosquée Babri, selon les chiffres retenus, entre deux mille et plus de six mille personnes ont été tuées à la suite de cet épisode. Et pendant longtemps, il a eu des difficultés à entrer aux États-Unis, et ainsi de suite. Et puis, bien sûr, il y a le président Ferdinand Marcos père, qui a fui les Philippines en mille neuf cent quatre-vingt-six. Il est parti avec sa famille à Honolulu, où ils se sont installés. Mais par la suite, après la mort du président Marcos lui-même, sa famille n'a pas été particulièrement bien accueillie aux États-Unis. Donc là encore, vous vous heurtez au système juridique américain.

Et ce n'est que depuis qu'il a été élu vice-président, puis président, et ensuite à nouveau président, qu'il a pu surmonter certains de ces problèmes. On voit donc qu'au moins trois dirigeants asiatiques, et d'autres également, ont eu des difficultés avec les États-Unis et ont été très désireux d'améliorer leurs relations. Et l'actuel régime à Washington s'est montré assez disposé, et même heureux, d'y répondre, sous certaines conditions, et ainsi de suite. Il y a donc, si vous voulez, une dimension transactionnelle dans cette relation. Or, cela va avoir de nombreuses conséquences. Le gouvernement chinois, par exemple, était très proche du gouvernement indonésien. Une grande partie du financement, notamment pour la transformation du nickel en Indonésie, est venue de Chine, et ainsi de suite.

Reste à voir dans quelle mesure tout cela sera affecté, mais cela a déjà commencé. On évoque certains changements dans les relations économiques entre l'Indonésie et la Chine. Je pense que, dans une certaine mesure, le président Prabowo et son équipe avaient probablement anticipé cette issue, et qu'ils l'avaient sans doute aussi prise en compte. Mais cela risque probablement de nuire à la croissance de l'Indonésie. Les enjeux sont donc considérables. Et reste à voir comment, plus généralement, les Indonésiens seront affectés. Mais je pense qu'il faut dire que bon nombre de ces décisions ne font pas exactement consensus. Elles ne sont pas vraiment très populaires sur le terrain. C'est également le cas aux Philippines, et ailleurs. Nous assistons donc à une évolution très conflictuelle dans la région.

## **#Pascal**

L'art de la neutralité, c'est l'art de donner quelque chose à tout le monde sans donner tout à personne, et de constamment, faute d'un meilleur terme, équilibrer ces intérêts, tout en étant utile à chacun. Mais les droits de survol du côté indonésien, c'est un enjeu très important. Est-ce que vous considérez cela comme l'une de ces politiques transactionnelles, visant à obtenir quelque chose pour l'Indonésie dans un autre domaine ? Et aussi, à quel point pensez-vous que les configurations politiques actuelles sont stables en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, et ainsi de suite ? Car une révolution de couleur représente une menace majeure pour tout pays non aligné, et pour tout pays qui ne veut pas s'aligner sur la politique étrangère des États-Unis.

Les États-Unis sont passés maîtres dans les révolutions de couleur, passés maîtres dans les opérations clandestines. On le sait. Il existe des tonnes de livres là-dessus, de très bons livres. L'Indonésie, ce qui s'est passé avec Suharto renversant Sukarno, puis provoquant ce qui est venu

ensuite : la purge contre la gauche, qui a coûté la vie à un million de personnes, à des enseignants et à une grande partie de l'intelligentsia indonésienne. Je veux dire, des choses absolument horribles se sont produites. Et elles ont été activement soutenues et provoquées par les États-Unis. À quel point la situation est-elle dangereuse aujourd'hui ? Parce que l'environnement le plus facile pour agir, c'est celui d'une forte volatilité politique et de processus politiques peu organisés. Quelle est votre évaluation ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

C'est très difficile à dire dans le cas de l'Indonésie, et très difficile d'anticiper tous ces rebondissements. Comme vous le savez, récemment en Inde, personne n'avait prévu la naissance de ce qu'on appelle le mouvement Janata des cafards, qui a obtenu un soutien considérable de la part de dizaines de millions de personnes en Inde. Bien sûr, des dizaines de millions, cela peut ne pas sembler énorme pour une population de plus d'un milliard quatre cents millions d'habitants. Mais cela reste tout à fait significatif. Beaucoup considèrent que c'est probablement l'évolution la plus importante en Inde, surtout dans le nord du pays, depuis très longtemps. Le sud de l'Inde, bien sûr, reste en désaccord avec le nord pour diverses autres raisons, sur lesquelles je ne vais pas m'attarder maintenant. Mais en Indonésie, nous sommes dans une situation archipélagique.

Et cette situation d'archipel rend certaines choses possibles, mais elle soulève aussi des difficultés, notamment pour les communications, malgré l'ère d'Internet et tout le reste. Il est donc très difficile d'évaluer la nature de la dissidence qui existe. Et, dans bien des cas, cette dissidence comporte une dimension spatiale, une dimension géographique. Par exemple, beaucoup de gens dans les îles périphériques ne sont pas vraiment satisfaits de leur statut vis-à-vis de Java. Et, en réalité, Java est bien plus complexe qu'on ne le pense. La partie occidentale de Java, bien qu'elle fasse partie de l'île de Java, est en fait sundanaise et possède sa propre longue tradition. C'est précisément là que s'est tenue la conférence de Bandung, dans l'ouest de l'île de Java, dans un lieu appelé Bandung.

Tous ces éléments régionaux sont extrêmement difficiles à interpréter, bien sûr depuis l'étranger, mais même depuis Jakarta, où se trouvent certains de mes informateurs et d'où provient une grande partie des reportages. Il devient très difficile de comprendre la situation et de l'évaluer. Mais cela signifie aussi que, s'il devait y avoir une sorte d'explosion — disons, une explosion sociale —, il serait très difficile d'anticiper comment elle se déroulerait et quelles en seraient les conséquences. Car il existe des dissensions régionales de longue date, des dissensions sur lesquelles le père du président Prabowo, par exemple, a tenté de s'appuyer. Certaines couvent encore.

Et puis il y a, par exemple, les problèmes liés à la Papouasie occidentale. Et l'île de Kalimantan, par exemple, c'est là que la nouvelle capitale de l'Indonésie est censée être installée. Au cours des dernières décennies, cette île est passée d'une île largement couverte de forêts à une île désormais presque entièrement recouverte de plantations de palmiers à huile. Il y a donc une transformation majeure de la géographie, de la géographie économique, des endroits où les gens gagnent de l'argent, et ainsi de suite.

Il y a aussi l'argument selon lequel le président a cherché à renforcer son pouvoir, non seulement en reprenant la stratégie de son ex-beau-père, qui consistait à privilégier l'armée, mais aussi, cette fois, en privilégiant la police. On peut donc avoir une apparente paix sociale, grâce à la combinaison de la domination et du contrôle exercés par l'armée et la police. Mais cela ne veut pas forcément dire que tout va bien. Il est donc très difficile de dire ce qui risque de se passer en Indonésie. C'est, d'une certaine manière, un pays moins peuplé que l'Inde, bien sûr. Mais précisément en raison de son caractère archipélagique, certains éléments le rendent très différent de l'Inde, par exemple. D'accord.

## **#Pascal**

Mais au fond, cela offre pas mal de points d'entrée à quiconque voudrait semer la discorde ou menacer M. Prabowo. Vous savez, si vous ne vous alignez pas sur X, alors il pourrait y avoir un soulèvement là-bas, non ? Je veux dire, ce genre de manœuvres est tout à fait imaginable. Mais parlons peut-être un peu du Mouvement des non-alignés, parce que l'une des surprises, pour moi, c'est qu'au cours des quatre dernières années, je dirais depuis deux mille vingt-deux, le Mouvement des non-alignés n'a pas regagné davantage d'importance. L'Asie du Sud-Est a été très importante à ses débuts.

Il n'a jamais été institutionnalisé comme l'ont été d'autres organisations. Il n'a jamais eu de siège, mais il dispose d'un bloc de vote important au sein des Nations unies. Je veux dire, il y a environ soixante-dix-sept États qui se regroupent et se revendiquent du Mouvement des non-alignés. Pourtant, il n'est pas devenu quelque chose de comparable à ce que les BRICS semblent aujourd'hui devenir : une forme d'organisation alternative. Pas contre l'Occident, mais une manière de s'organiser, disons, malgré certaines façons de faire de l'Occident. Pouvez-vous nous dire un peu comment vous voyez l'évolution des BRICS, et la non-évolution du Mouvement des non-alignés ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Oui, je pense que c'est une façon très tranchée de présenter la différence, mais je pense que c'est très important et très utile. Les BRICS se sont développés, comme nous le savons, à partir d'un arrangement presque accidentel. Jim O'Neill a décrit, de façon célèbre, le groupe initial de quatre pays comme les BRIC, puis ils ont ajouté l'Afrique du Sud pour intégrer l'Afrique au groupe. Ensuite, cela a évolué de façons dont je suis sûr que vous avez déjà parlé à de nombreuses reprises dans votre émission. Mais ce qui s'est passé, selon moi, et la raison pour laquelle je suis moins enthousiaste à l'égard des BRICS, même si j'en reconnais et apprécie le potentiel, c'est que les BRICS constituent aujourd'hui, clairement et consciemment, un regroupement des pays les plus aisés du Sud global. Il n'y a aucun effort délibéré pour prendre en compte les intérêts et les difficultés des pays les plus pauvres, et souvent des pays les plus précaires du Sud global.

Cela, je pense, est extrêmement important. Par exemple, si vous repensez à deux mille deux, deux mille trois, quand la Réserve fédérale américaine a commencé à relever les taux d'intérêt, cela a eu

pour conséquence que, durant la période précédente, en partie à cause de ce qu'on appelait l'assouplissement quantitatif, une grande quantité de crédit était devenue relativement bon marché et plus facilement accessible aux pays les plus pauvres. Il y a donc eu une frénésie d'emprunt. Des pays relativement pauvres ont emprunté sur les marchés commerciaux, à des conditions commerciales, en raison de la compression des taux d'intérêt en Occident, non seulement par la Réserve fédérale américaine, mais aussi en Europe. Ensuite, ce qui s'est passé, c'est que les taux d'intérêt ont augmenté, officiellement à cause de l'inflation en Occident. Et cela a coïncidé, de manière suspecte, avec le moment où la Russie a envahi l'Ukraine.

Les taux d'intérêt ont donc commencé à augmenter. Et dès qu'ils ont augmenté, les flux de capitaux se sont inversés. Par le passé, il y avait une tendance — et malheureusement, elle continue encore — à emprunter à très court terme. Vous empruntez pour trois mois, six mois, voire un an, puis vous renouvelez l'emprunt. Vous réempruntez au bout de trois mois, puis au bout de six mois. Les prêteurs apprécient cela, parce qu'ils y voient un moyen de continuer à s'adapter à l'évolution des conditions. Mais cela place les emprunteurs dans une situation très difficile et très vulnérable. Alors, quand les taux d'intérêt ont commencé à monter, il y a eu d'abord un mouvement lent. Puis cela s'est rapidement transformé en une ruée, une fuite des capitaux qui étaient allés vers les pays les plus pauvres. Le mouvement s'est inversé.

Même des commentateurs financiers relativement conservateurs, comme Martin Wolf du Financial Times, en ont parlé assez longuement. Ce renversement des flux de capitaux a donc fait une énorme différence. L'autre observation importante que je voudrais faire ici concerne Gita Gopinath, ancienne première directrice générale adjointe du FMI. Elle était professeure à Harvard et, je crois, elle vient d'y obtenir une nouvelle chaire. Durant la période où elle était première directrice générale adjointe du FMI, elle a prononcé un discours dans lequel elle soulignait qu'il était en réalité dans l'intérêt des pays en développement de rester non alignés, de ne pas s'impliquer dans la nouvelle géopolitique, dans ce qu'on appelle la deuxième guerre froide, et ainsi de suite. Donc, l'idée que j'avance n'est pas une position isolée.

C'est un argument qui est soutenu même par des commentateurs conservateurs, par des figures établies très impliquées dans le monde de la finance, et ainsi de suite, qui voient effectivement que ce qui se passe n'est pas dans le meilleur intérêt des pays du Sud global. Donc, je pense qu'il y a un argument solide à faire valoir, tous horizons confondus. Ce n'est pas un argument isolé, porté par quelques éléments radicaux d'un côté ou de l'autre d'un quelconque spectre politique. Je pense que c'est ce qui unit l'ensemble du Sud global. Quand on pense à ce que les BRICS ont fait durant cette période, il n'y a pas eu d'initiative particulière des BRICS qui ait été attentive à... Certains pays des BRICS étaient préoccupés, sans aucun doute, mais les BRICS, en tant que groupe, n'ont pas agi. Et il est très important pour nous de reconnaître les limites des BRICS en matière de protection.

Donc, tout va bien pour ce que la Banque mondiale et le FMI appellent les pays à revenu intermédiaire, et surtout les pays à revenu intermédiaire supérieur, comme ils les appellent. Mais ce n'est pas forcément dans l'intérêt des autres. Et si vous regardez la composition des BRICS, les pays

qui ont été invités lors de la dernière vague, par exemple, ce sont des pays très différents les uns des autres sur le plan politique. Vous avez les Émirats arabes unis, par exemple, puis l'Égypte, et un certain nombre d'autres pays. C'est très large. La Turquie, elle, n'a pas adhéré, pour des raisons qu'elle est la seule à connaître, et ainsi de suite. Mais on constate aussi que, sur un certain nombre de sujets, de grands pays comme l'Inde, qui faisait partie des BRICS d'origine, ont hésité. Et le président Trump ainsi que la Maison-Blanche ont été plutôt hostiles aux BRICS, parce qu'ils considèrent que les BRICS promeuvent activement la...

## **#Jomo Kwame Sundaram**

comme un affaiblissement du dollar, une tentative d'affaiblir le dollar. Or, il est vrai que quelques gouvernements des BRICS ont effectivement, à un moment ou un autre, exprimé des positions visant à s'éloigner de la dollarisation, et ainsi de suite. C'est indéniablement vrai. Mais ce n'est pas la position des BRICS en tant que tels. Et il est important de reconnaître que les pays qui se sont montrés les plus virulents sur ce sujet, le Brésil et l'Afrique du Sud, sont ceux qui ont les plus petits excédents commerciaux par rapport aux autres. Ils sont donc les moins bien placés pour tenter d'accélérer le processus de dédollarisation, si l'on peut dire. Et c'est là toute l'ironie. Donc, vous savez, mon point de vue, c'est que, vous savez, c'est de la rhétorique.

C'est... vous savez, mais le fait est que, vous savez, environ quatre cinquièmes, soit quatre-vingts pour cent, des transactions économiques internationales sont encore libellées en dollars. Et cela doit être un processus volontaire. Les parties à la transaction doivent vouloir passer à une autre monnaie, pour diverses raisons. Et cela se produit déjà. C'est notamment pour cette raison que certaines banques centrales et d'autres autorités financières ont commencé à remplacer, par exemple, leurs avoirs en dollars américains par de l'or. La ruée vers l'or de ces trois dernières années y est en partie liée. Mais, vous savez, cela reste une goutte d'eau dans l'océan.

Ce n'est pas comme si, vous savez, et je ne pense pas que qui que ce soit devrait se préoccuper d'essayer de le faire. C'est un peu comme, vous savez, la vieille blague sur le fait que la queue remue le chien. Ça ne vaut pas l'effort. Ça ne vaut pas l'effort. Et pour ceux qui pensent que c'est un mode de résistance très important, même là, même parmi les pays membres des BRICS aujourd'hui, tout le monde n'est pas d'accord. Cela a peut-être été la position des cinq BRICS d'origine, ou d'au moins deux des cinq BRICS d'origine. Et même la Russie, par exemple, si elle peut vouloir la dédollarisation, c'est principalement à cause de ce qui est arrivé à ses avoirs en dollars. Vous savez, ce n'est pas parce qu'elle défend une position de principe.

## **#Pascal**

Non. Et vous savez, la dédollarisation... Si l'histoire peut nous apprendre quelque chose ici, c'est qu'on n'a jamais vu une grande monnaie, la monnaie de réserve mondiale, disparaître complètement. Même la livre sterling reste l'une des monnaies importantes dans l'ensemble du panier, n'est-ce pas ? Donc, il est très peu probable que le dollar américain soit complètement

évincé, disons, au cours des dix prochaines années, par le yuan chinois. Mais les BRICS travaillent à la création d'un nouveau type d'infrastructure, d'une infrastructure différente, notamment pour la compensation des paiements et ainsi de suite. L'idée est qu'il devienne, au moins en théorie, possible pour les grandes nations et les grandes entreprises, les grands groupes, d'essayer de régler leurs échanges dans autre chose que le dollar américain, ou dans quelque chose qui ne soit pas entièrement contrôlé et qui ne passe pas nécessairement par New York, ou par tout ce sur quoi les États-Unis gardent la main.

Je veux dire, l'une de ses armes les plus puissantes, c'était le système de transactions SWIFT. Et ce n'est pas forcément une question de dollar américain. C'est simplement le fait que ce système de communication est contrôlé par les États-Unis. Ils peuvent l'activer ou le désactiver quand ils le veulent. Et cela a un impact majeur sur les pays dont les systèmes bancaires en dépendent. Mais pourquoi le Mouvement des non-alignés ne s'engage-t-il pas, aujourd'hui, dans ce type de construction d'infrastructures mondiales ? Est-ce une forme d'inertie ? Ou bien y a-t-il des choses qui se passent, que je ne vois tout simplement pas, et qui ont encore réellement lieu au sein du groupe des non-alignés ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

C'est difficile à dire. Le Mouvement des non-alignés a semblé perdre toute pertinence après la fin de la première guerre froide. Au début des années quatre-vingt-dix, il continuait donc d'exister, mais il paraissait sombrer dans l'insignifiance. Il est important de souligner que l'Inde, par exemple, après avoir accueilli la conférence des non-alignés à la fin des années quatre-vingt, a mis en place une capacité de recherche. C'était le seul pays du Mouvement des non-alignés à avoir réellement essayé de développer une capacité de recherche pour le mouvement. Cela s'appelait le RIS, Research and Information Systems. Mais malheureusement, le régime actuel en Inde a transformé cette structure en une sorte de filiale du ministère indien du Commerce.

Donc, il ne remplit plus sa fonction initiale, qui était d'apporter une certaine direction. Le Mouvement des non-alignés a donc assumé ce rôle. Il existe quelques autres groupes de réflexion, présents depuis un certain temps, qui sont vaguement favorables au Mouvement des non-alignés, mais qui ne lui rendent de comptes en aucun sens. Les autres pays qui ont exercé un rôle de leadership n'ont pas cherché à proposer cela. L'Inde prend donc, en substance, cette initiative à la fin de la première guerre froide. C'est, vous savez, l'une des ironies. Aujourd'hui, le Mouvement des non-alignés continue de se réunir. L'un de ses sommets s'est tenu ici, en Malaisie, au début de ce siècle, et ainsi de suite.

Donc, il existe sur le papier, il se réunit, continue de se réunir, et ainsi de suite. Mais depuis la fin de la première Guerre froide, il n'y a pas eu de leadership pour tenter de le réinventer. Vous savez, je me souviens encore qu'il y avait une possibilité que cela se produise. Avec le prestige de Nelson Mandela, devenu le premier président de la République d'Afrique du Sud, et ainsi de suite, cette possibilité existait. Puis, peu après son départ, Lula devient... Mais voilà, nous constatons que ni

l'Afrique du Sud ni le Brésil ne pensaient avoir ce genre de stature au sein de l'ensemble du Mouvement des non-alignés.

Il revenait donc à des pays comme Cuba, et ainsi de suite, d'essayer d'assurer un rôle de leadership. Et bien sûr, Cuba avait traversé des temps difficiles à partir des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, avec la fin de la première guerre froide, et ainsi de suite. Le pays a donc vraiment connu de graves difficultés, d'une certaine manière. Mais plus important encore, il y a la capacité concrète en tant que telle. Il n'y a pas de véritable secrétariat, et ainsi de suite. Cela passe d'un dirigeant à l'autre, et ainsi de suite. Il y a donc là une sorte de vide, un manque. Il peut être comblé, et il devrait l'être. Dans une certaine mesure, la Banque du développement du Sud a le potentiel de fournir au moins certaines capacités à cette fin. Mais pour le moment, c'est extrêmement difficile. Et c'est difficile, par exemple, pour un pays comme la Chine, que beaucoup considèrent comme l'un des principaux pôles de ce qui est en train d'émerger, d'assurer ce type de leadership.

Nous avons donc ce problème. On parle beaucoup de non-alignement. Mais une grande partie de ces discussions sur le non-alignement ne se déroule pas au niveau intergouvernemental. Ce ne sont pas des discussions entre États. Ce sont des échanges menés par des personnes de la société civile, animées de bonnes intentions, dont beaucoup d'anciens diplomates, qui reconnaissent le potentiel de tous les pays, y compris de l'Inde. Vous savez, ils reconnaissent ce potentiel, ainsi que la nécessité du Mouvement des non-alignés. Et je pense que, compte tenu de la fin de la première guerre froide, il est important que le Mouvement des non-alignés se réinvente. Comme vous l'avez mentionné plus tôt, par exemple, je pense qu'il est très important d'avoir un engagement pacifiste fort. C'est probablement plus important que toute autre chose.

Il n'est pas dans l'intérêt du Sud global de s'impliquer dans des guerres, et ainsi de suite. Un autre élément crucial, bien sûr, c'est que le Mouvement des non-alignés, sans des personnalités comme Tito et des régimes de ce type, comme lors de la première guerre froide, devrait, je pense, s'engager en faveur du développement durable. Les conceptions précédentes du développement, il faut bien l'admettre, pendant une grande partie de la seconde moitié du vingtième siècle, reposaient sur des choses comme la croissance, l'industrialisation, et ainsi de suite. Aujourd'hui, on est bien plus sensible aux enjeux de durabilité. Donc, le développement durable, auquel les Nations unies sont engagées au moins depuis 2015, est, je pense, quelque chose qui est largement acceptable pour les non-alignés. Et ces deux éléments seraient cruciaux et nécessaires pour aller de l'avant.

## **#Pascal**

Ça me surprend un peu qu'il ne se passe pas davantage de choses, parce que là, si le moment a déjà été propice un jour, c'est probablement maintenant. Car ce qu'on ne voit pas, c'est une évolution vers davantage de construction d'alliances. La seule logique d'alliance que nous avons sur la planète, c'est celle de l'OTAN et de l'Occident. Mais la Chine et la Russie, elles, ne forment pas vraiment d'alliances. Il n'y a pas d'autre logique du genre : « On se regroupe, puis on crée une armée, et ainsi de suite. » Donc, en réalité, une grande partie du monde — je dirais les deux tiers,

voire les trois quarts — est très ouverte à l'idée du non-alignement. Et comme vous l'avez dit à juste titre, le pacifisme est tout à fait compatible.

Cela ne signifie même pas le pacifisme militaire, ce qui est une expression un peu étrange. Mais puisque le non-alignement ou la neutralité signifient que vous pouvez vous défendre, sans pour autant vous défendre avec d'autres contre d'autres, vous n'avez pas forcément besoin de vous débarrasser de votre armée pour avoir un ADN pacifiste dans vos relations avec le monde. Un grand problème, bien sûr, c'est l'organisation. Et je sais, par l'un des anciens ministres des Affaires étrangères de Malte, Alex Sceberras Trigona, qu'il m'a raconté que, lorsqu'il participait, à la fin ou au milieu des années soixante-dix, aux réunions du Mouvement des non-alignés, c'est Tito qui avait dit : « Nous n'allons pas créer de secrétariat. »

Si on institutionnalise cela et qu'on crée un secrétariat, alors ce seront les Soviétiques qui le saperont, qui l'infiltreront et qui en prendront le contrôle. C'était apparemment une crainte de Tito. Mais si vous n'avez pas de secrétariat central, comment fixez-vous les priorités ? Comment contactez-vous les autres gouvernements et mettez-vous en place, comme vous le disiez, au moins une forme de coordination gouvernementale au niveau ministériel, ce dont disposent les BRICS ? Les BRICS ont ce système de sherpas. Ils assurent une coordination entre eux au niveau ministériel. Auriez-vous des recommandations sur la manière de relancer concrètement le MNA, ne serait-ce qu'en organisant une prochaine conférence afin d'évaluer la position de chacun ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

En tant qu'observateur extérieur, je veux dire, je ne suis associé à aucun gouvernement. Je ne suis associé à aucun... Donc, c'est extrêmement difficile d'essayer de poser des conditions. Beaucoup de mes amis, qui partagent aussi cette volonté de faire revivre le Mouvement des non-alignés, posent toutes sortes de conditions. Le Mouvement des non-alignés doit faire ceci, cela et autre chose. Alors, vous savez, je pense qu'avoir des listes de souhaits, c'est une bonne chose. Mais je pense que, pour l'instant, nous devons avoir une base minimale, si vous voulez, le plus petit dénominateur commun, afin de lancer les choses. Et le fait demeure que le Mouvement des non-alignés existe. Des pays l'ont rejoint, des gouvernements ont rejoint le Mouvement des non-alignés au fil du temps.

Très peu se sont réellement retirés. C'est donc quelque chose sur lequel il faut s'appuyer. Et disposer d'un consensus minimal, je pense, constitue un point de départ important. Ensuite, sur cette base, même minimale, on commence à construire. Et un élément important, par exemple, qui existe déjà dans une certaine mesure, c'est le G soixante-dix-sept, qui est essentiellement un groupe de concertation au sein du système des Nations unies. Historiquement, ce groupe a servi les pays en développement. Mais, à toutes fins utiles, il y a très peu de pays non en développement, pour ainsi dire, qui seraient aujourd'hui intéressés par le Mouvement des non-alignés. Ce serait donc un point de départ important.

Je pense que Tito avait des préoccupations très, très précises, compréhensibles au vu de sa propre expérience, notamment avec Moscou, avec l'Union soviétique, et ainsi de suite. Mais, ironiquement, ses difficultés avec Staline et la conférence de Belgrade du Mouvement des non-alignés ont eu lieu à un moment où, on peut le soutenir, Khrouchtchev était au sommet de son influence. Ce n'est que par la suite que l'influence de Khrouchtchev a commencé à décliner, et ainsi de suite. Il faut donc réfléchir à ce qui préoccupait Tito, et se demander si cela devrait être une préoccupation pour le Mouvement des non-alignés.

Il ne faut pas imposer ses préoccupations et ses obsessions personnelles à un mouvement, car cela devient un obstacle pour ce mouvement. Ce qu'a dit votre collègue maltais, ancien ministre des Affaires étrangères, est donc très pertinent. Mais la question est la suivante : voulez-vous entraver le développement potentiel, ou dans ce cas la relance, du Mouvement des non-alignés avec ce genre de préoccupations ? Dès lors que vous commencez à imposer toutes sortes de choses, vous créez toutes sortes d'obstacles à la relance du mouvement. Je pense qu'il faut maintenant rendre cette relance possible et laisser l'organisation développer son propre caractère et ses propres priorités au fil de son évolution, plutôt que d'en faire des conditions préalables à sa relance.

### **#Pascal**

Non, vous avez tout à fait raison. Une des choses qui, à mes yeux, serait très bénéfique, ce serait d'avoir une véritable direction de l'ASEAN au sein du Mouvement des non-alignés. Parce que l'ASEAN démontre, selon moi, qu'elle est en fait un modèle qui fonctionne. Contrairement à d'autres regroupements régionaux, qui connaissent divers problèmes, y compris l'Union européenne, qui traverse actuellement une transformation qui, à mon avis, est absolument horrible et horifiante. Mais l'ASEAN, avec son modèle de consensus, malgré tous ses défauts, est en réalité l'une des façons de commencer à s'organiser et de créer un consensus minimal. Voyez-vous une possibilité pour la Malaisie, l'Indonésie ou le Vietnam d'assumer un rôle de leadership au sein du Mouvement des non-alignés ? Ou alors, posons la question autrement : comment inciter ces gouvernements à commencer réellement à le faire ?

### **#Jomo Kwame Sundaram**

Très honnêtement, à ce stade, je ne suis pas très optimiste quant à la capacité de l'ASEAN à exercer ce type de leadership. L'ASEAN est profondément divisée. Certes, nous parlons de trois pays qui se sont alignés et engagés à soutenir les États-Unis, mais ce sont des pays très importants. Donc, vous savez, trois sur dix, ou trois sur neuf ou onze, selon la manière de compter, cela inclut néanmoins le pays le plus peuplé, et ainsi de suite. Je ne vois donc pas l'ASEAN exercer ce type de leadership pour le moment. C'est pourquoi j'ai mentionné plus tôt que des initiatives comme la Banque de développement du Sud, et ainsi de suite, pourraient fournir, pour ainsi dire, l'infrastructure intellectuelle nécessaire pour aider à rendre possible ce type de mouvement.

Je ne vois pas cela se produire. Je veux dire, il peut y avoir des dirigeants, mais quelques dirigeants ne suffisent pas... Prenons, par exemple, les quatre gouvernements d'Afrique de l'Ouest associés au Sahel. Je ne vois pas cela comme fournissant nécessairement ce type de base. Ils n'ont pas le poids nécessaire pour pouvoir faire ce qu'il faudrait. De même, quand on pense aux perspectives de Lula, sa position n'est pas... Je pense qu'il remportera la prochaine élection, mais, pour la remporter, il devra probablement maintenir une large coalition. Et cette large coalition pourrait limiter certaines de ses initiatives. De même, en Amérique latine, certains des défenseurs les plus ardents de ce qu'on appelle le non-alignement actif.

Ce sont d'anciens diplomates très bien intentionnés, et ainsi de suite, qui connaissent bien mieux une grande partie de l'histoire, notamment celle de l'Amérique latine, et ce genre de questions. Mais peuvent-ils apporter, vous savez, dans les pays où ils ont de l'influence... Enfin, au moins deux d'entre eux sont, par exemple, liés au Chili. Et je doute sérieusement que le gouvernement chilien assure ce type de leadership. Alors, d'où viendra ce leadership ? Vous savez, Petro a été battu en Colombie. Enfin, le candidat préféré de Petro a été battu en Colombie. Vraiment, vous savez, je ne vois pas très bien d'où une grande partie de tout cela pourrait venir.

Et rappelons qu'il existe des groupements bien plus influents et puissants, qui chercheraient activement à saper un renouveau de l'ASEAN. Je pense non seulement à l'OTAN, mais aussi, par exemple, à l'OCDE. Depuis des décennies, l'OCDE sape activement le Groupe des 77 sur toute une série de sujets, très récemment et de manière notoire sur les questions fiscales, mais aussi sur tout un éventail d'autres dossiers. Nous avons vu comment des organisations internationales autrefois attachées au multilatéralisme ont changé d'agenda en fonction de ce qui est privilégié en Occident. Prenez, par exemple, l'Organisation mondiale du commerce. L'Organisation mondiale du commerce n'est même plus attachée à une vision néolibérale de la libéralisation des échanges. Elle y a, au fond, renoncé en raison de ce qui s'est passé, et elle s'est essentiellement tournée vers d'autres sujets.

## **#Pascal**

Oui, je sais, vous avez tout à fait raison. Mais le problème, c'est que nous constatons aujourd'hui que ces institutions, avec tous leurs slogans séduisants et bien formulés, étaient, au bout du compte, une sorte de version post-Seconde Guerre mondiale des empires coloniaux, n'est-ce pas ? Elles étendaient le contrôle colonial sur le reste du monde, et c'est cette fonction qu'elles remplissaient. Et maintenant que ce jargon ne leur sert plus, elles se débarrassent simplement du jargon qui le sous-tend et utilisent de nouvelles méthodes. Mais cela reste, selon moi, une partie de ce qui exige un processus de décolonisation. Cette réalité n'a pas pris fin. Et en ce sens, oui, toutes les anciennes institutions coloniales, et ainsi de suite, s'emploieront à saper tout cela.

Et on voit bien que même les discours anti-ONU du président américain, ou les critiques venant d'Europe, reviennent essentiellement à dire que l'ONU ne les sert pas suffisamment. Et qu'elle fait trop

ce que veulent les pays du Sud global. Donc, cela reste un monde très, très inégalitaire. Mais peut-être, pour conclure, quelle est votre vision optimiste, ou positive, de ce qu'un mouvement des non-alignés revitalisé pourrait, ou devrait, faire ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Je pense que la condition la plus importante pour tout le reste, ce n'est pas seulement d'essayer d'instaurer la paix de différentes manières, selon le contexte, et ainsi de suite, à court terme. C'est aussi d'essayer de saper, à l'inverse — et c'est bien plus ambitieux — les impératifs qui poussent aujourd'hui à la militarisation et à la guerre. Enfin, regardons les choses en face. Si l'on pense à ce qui s'est passé depuis la fin de la première guerre froide : le monde unipolaire, le maintien de l'OTAN, et ainsi de suite. Mais que s'est-il passé au cours de l'année et demie écoulée ? Dix pays bombardés durant la première année de la nouvelle présidence, et toute une série d'autres choses.

Aujourd'hui, aucun des antagonistes n'a la moindre chance de gagner sur le plan militaire. Mais le fait est que beaucoup d'entre eux ont résisté. Et l'Iran a, en quelque sorte, été un modèle de résistance réussie. Ils ne gagneront jamais, mais la résistance est, dans un sens, une victoire pour l'Iran. Mais au lieu d'essayer d'imiter l'Iran, et ainsi de suite, je pense que nous devons vraiment chercher à créer les conditions de la paix. Et, au fond, ce que nous avons vu — et ce qui a en réalité été la plus grande réussite du président Trump —, c'est la militarisation de l'Occident. Vous vous souvenez : autrefois, durant son premier mandat, il parlait de monter à deux pour cent du PIB. Aujourd'hui, il dit cinq pour cent, et ils répondent tous : « Oui, monsieur, oui, monsieur. »

Vous savez, ils présentent leurs calendriers d'augmentation des dépenses militaires, et ainsi de suite. Ils les soumettent à Washington, puis ils discutent des détails de tout cet impératif. Et ensuite, le chancelier Merz et d'autres s'en félicitent, en présentant le keynésianisme militaire comme un nouveau souffle pour la croissance. Tout cela, je pense, doit être discrédité et combattu. Autrefois, quand j'étais étudiant en économie, l'une des premières questions qu'on vous posait portait sur le choix entre les canons et le beurre. Plus personne n'en parle aujourd'hui. Je veux dire, c'est pourtant quelque chose de si simple, de si fondamental. Plus personne n'en parle aujourd'hui.

## **#Pascal**

Oui, c'est une chose horrible que fait cette idée de keynésianisme militaire. Elle dit que les canons sont le nouveau beurre, ou que les canons nous apporteront le beurre, et c'est horrible. Je fais partie de ceux qui qualifient tous les autres de parfaits imbéciles bellicistes. Mais bon, certains ne sont pas d'accord. Jomo, ce fut un grand plaisir d'entendre votre analyse, ainsi que vos visions. Les personnes qui voudraient en lire davantage de vous, où doivent-elles aller ?

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Eh bien, j'ai une chronique sur Substack, publiée assez régulièrement, toutes les deux semaines, et parfois plus souvent, à cause de la Coupe du monde, par exemple. Je viens justement de publier quelque chose sur la Coupe. Mais je publie aussi avec Inter Press Service, une vieille structure créée, inspirée notamment par feu Seán MacBride, pour mettre en place un nouvel ordre international de la communication. Mais ça, au fond, c'est quelque chose qui appartient à ma génération. Et je cherche de nouvelles façons de communiquer, vous voyez. Vos efforts, par exemple, sont extrêmement importants. Mais je suis fasciné par ce mouvement Cockroach Janata en Inde, et par ce qu'il porte.

Parce que ce n'est pas simplement une sorte de révolution de couleur. Le potentiel existe. Et ce qui s'est passé au Népal ouvre aussi la possibilité que nous soyons peut-être en train d'aller au-delà de la révolution de couleur. Nous avons des mouvements encore assez informels, qui ne nous sont pas familiers. Mais ils soulèvent de nouvelles questions auxquelles nous devons peut-être prêter attention. J'ai donc besoin de mieux comprendre, auprès de la jeune génération, peut-être même plus jeune que toi, Pascal, comment de nouvelles idées se communiquent. Quels sont les nouveaux espoirs ? Quelles sont les nouvelles aspirations ? Et je pense que c'est là l'espoir pour nous tous.

## **#Pascal**

Vous savez, c'est un espoir pour nous tous. Et, en réalité, c'est assez difficile, parce que ce dont nous parlons ici, ce sont aussi les modes de communication. YouTube et Substack sont des formats de communication au long cours. D'autres groupes, en particulier les plus jeunes, communiquent sous des formes différentes, plus courtes. Et il est donc difficile d'avoir un véritable échange. Mais encore une fois, vous faites un travail fantastique. Je mettrai le lien vers votre Substack dans la description ci-dessous. Et permettez-moi de saluer une fois de plus nos collègues du Dialogue pour la paix de Penang, les 5 et 6 septembre. Si quelqu'un veut participer et vous voir en personne, Jomo, une dizaine de places seront réservées à Neutrality Studies. Les gens pourront donc venir et écouter ce qui se dit dans un véritable dialogue pour la paix. Et nous allons continuer. Sur ce, Jomo Kwame Sundaram, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Merci beaucoup, Pascal.

## **#Jomo Kwame Sundaram**

Je vous souhaite pleine réussite dans vos efforts.